

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/C/N/26

9 octobre 1996

(96-4105)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

COMMUNICATION CONJOINTE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES ET DE LEURS ETATS MEMBRES ET DE LA REPUBLIQUE TCHEQUE

Notification au titre de l'article V:7 a) de l'Accord général sur le commerce des services

Les délégations des Communautés européennes et de leurs Etats membres, ainsi que de la République tchèque ont fait parvenir au Secrétariat la communication conjointe ci-après. Celle-ci constitue la notification de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres et la République tchèque.

Conformément au paragraphe 7 a) de l'article V de l'AGCS, les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part, notifient "l'accord d'intégration économique" institué par l'Accord européen qu'ils ont conclu. La notification formelle, présentée conformément aux "lignes directrices pour les notifications au titre de l'Accord général sur le commerce des services", adoptées par le Conseil du commerce des services, est jointe à la présente communication.

Afin que les Membres puissent procéder plus facilement à l'examen prévu, les dispositions de cet accord concernant le commerce des services ont été indiquées dans la notification. Le texte intégral de l'Accord européen où figurent ces dispositions, en version originale, est disponible au Secrétariat de l'OMC. L'Accord européen a été publié au Journal officiel des Communautés européennes (L 360, volume 37, 31 décembre 1994), ainsi que dans le Recueil des lois n° 7/1995 (Journal officiel de la République tchèque).

1. Membres adressant la notification:

Communautés européennes et leurs Etats membres (15)
République tchèque

2. Notification au titre de:

Article V, paragraphe 7 a)

3. Date d'entrée en vigueur:

1er février 1995

Durée:

Indéterminée

4. Organismes responsables de l'application de la mesure:

Conseil d'association, autorités législatives, réglementaires et judiciaires des parties

5. Description de la mesure:

a) Dispositions de l'Accord européen qui sont à prendre en compte dans le contexte de l'AGCS:

- Article premier - Objectifs;
- Titre II - "Principes généraux": article 7;
- Titre IV - chapitre premier: "Circulation des travailleurs"; chapitre 2: "Etablissement"; chapitre 3: "Prestations de services entre la Communauté et la République tchèque"; chapitre 4: "Dispositions générales";
- Titre V - chapitre premier: "Paielements courants et circulation des capitaux"; chapitre 2: "Concurrence et autres dispositions économiques" et chapitre 3: "Rapprochement des législations";
- Titre VI - "Coopération économique", voir notamment les articles 72 et 74 relatifs à la promotion et à la protection des investissements; l'article 82 relatif aux transports; l'article 83 relatif aux télécommunications; l'article 84 relatif aux services bancaires, d'assurances et aux autres services financiers, et à la coopération en matière de vérification comptable; l'article 89 relatif au tourisme; l'article 90 relatif aux petites et moyennes entreprises;
- Titre IX: "Dispositions institutionnelles, générales et finales".

b) L'Accord européen constitue un accord libéralisant le commerce des services entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part, au sens du paragraphe 1 de l'article V, étant donné que:

- il a une couverture sectorielle universelle qui englobe toutes les activités de services, avec quelques réserves: couverture graduelle pour certaines activités de services (voir article 45, paragraphe 1 i) et iii)); exemption temporaire prévue à l'article 52 (établissement pour des services de transport aérien, de

navigation intérieure et de cabotage maritime) et exceptions prévues aux articles 54 et 114. Ces exceptions sont pleinement compatibles avec les exceptions prévues par l'AGCS, et notamment avec l'Annexe sur les services de transport aérien, et avec les articles I:3 b), XIV et XIVbis;

- il prévoit la libéralisation du commerce selon tous les modes de fourniture, à savoir commerce "transfrontières", "consommation à l'étranger", et "présence commerciale" (avec ou sans mouvement de personnes physiques) ainsi que "mouvement de personnes physiques" (voir notamment les articles 38, 42, 43, 45, 49, 53, 56, 57 et 60);
 - il prévoit l'absence ou l'élimination pour l'essentiel de toute discrimination, par l'élimination des mesures discriminatoires existantes et l'interdiction de nouvelles mesures discriminatoires ou de mesures plus discriminatoires (voir notamment les articles 38, 45, 46, 56, 57 et 64);
 - le calendrier établi pour l'élimination progressive des mesures discriminatoires existantes est raisonnable: une période de transition d'une durée maximale de dix ans est prévue (voir les articles 7 et 45);
 - le degré de libéralisation du commerce des services entre la Communauté et ses Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part, est supérieur à ce qu'exigent les prescriptions et disciplines de l'AGCS à bien des égards. Pour garantir le plein traitement national, des disciplines et des moyens de libéralisation additionnels sont envisagés, par exemple dans les domaines suivants: reconnaissance mutuelle des qualifications; rapprochement des législations; comportement des monopoles et des fournisseurs de services exclusifs; pratiques commerciales restrictives; paiements, transferts et libre circulation des capitaux.
- c) Conformément au paragraphe 2 de l'article V de l'AGCS, une attention devrait aussi être accordée au rapport entre cet accord et le processus plus large d'intégration économique entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part, processus prévu par l'Accord européen. L'intégration économique ne se fait pas uniquement dans le domaine des services mais également en ce qui concerne le commerce des marchandises et les relations économiques en général. De plus, cet accord aidera la République tchèque à atteindre son objectif, qui est de devenir membre de la Communauté européenne.

6. Membres spécifiquement affectés, le cas échéant:

Aucun. Les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, la République tchèque, d'autre part, ont négocié leurs listes d'engagements spécifiques et leurs listes d'exemptions NPF pendant le Cycle d'Uruguay. L'entrée en vigueur de l'Accord européen n'a entraîné aucune modification de ces listes. L'Accord a pour but de faciliter le commerce entre les parties. Aucune de ses dispositions ne vise à relever le niveau des restrictions commerciales dans le secteur des services pour les autres Membres de l'OMC.

7. Le texte intégral du traité peut être obtenu auprès:

- du Secrétariat de l'OMC;
- de la Commission européenne;
- de la République tchèque.